

## Conclusion

### 1. Fondements argumentatifs de ce mémoire

L'analyse de ce mémoire repose sur la prémisse voulant que libéralisme et nationalisme soient des idéologies qui ont doublement tendance à s'opposer. Premièrement, le libéralisme juge que les interactions sociales doivent être régies en fonction des droits individuels universels, alors que le nationalisme cherche à structurer la vie en société en fonction de droits collectifs nationaux. Cette première opposition se cristallise toujours, à un moment ou un autre, sur le rôle de l'État face à la société. Le libéral propose une relation culturellement neutre entre les citoyens et l'État, ce dernier ayant comme fonction de défendre les droits universels des individus. Le nationaliste cherche à faire correspondre Nation et État, ce dernier ayant alors comme but premier d'incarner les valeurs particulières et les intérêts exclusifs des membres de sa Nation. Sur le plan de l'interaction individuelle, le libéral cherche en premier lieu à promouvoir une solidarité universelle, a-culturelle ou a-historique, entre les individus. Le nationaliste valorise en premier lieu la solidarité intra-nationale, entre les individus de la communauté culturelle. Deuxièmement, conséquence de sa foi en l'autonomie de conscience des humains, le libéralisme valorise le renouvellement et l'originalité dans les projets tant individuels que sociaux. Le nationalisme, pour sa part, valorise la continuité historique dans la formulation des projets individuels et sociaux, une conséquence de sa foi en l'expérience historique comme porteuse de cohésion et de bonheur social.

Ceci dit, je pense que ces modèles « purs » sont extrêmement rares et qu'un intellectuel peut tout à fait valoriser d'abord le paradigme nationaliste et y accommoder autant que faire se peut des valeurs cardinales du libéralisme et *vice versa*. De plus, j'avance, appuyé en cela par Will Kymlicka, que le libéralisme n'est pas *nécessairement* indifférent, quoiqu'il puisse l'être, face aux cultures communautaires historiques. En ce sens, un libéral peut très bien concevoir (i) qu'une culture communautaire historique puisse être une source importante de bonheur pour une partie des individus et (ii) qu'une culture dominante au sein d'un État puisse devenir un outil de domination sur une ou des minorités culturelles. Conséquemment, un libéral peut s'opposer farouchement à toute tentative d'assimilation et de discrimination envers les membres d'une communauté historique minoritaire. Ceci est spécialement vrai dans certains courants libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle particulièrement sensibles à la protection des minorités

culturelles et promoteurs de la démocratie par le « peuple ». Quoique ce dernier concept soit souvent vague dans leurs discours — qui est du peuple et qui n'en est pas? — l'idée de donner le pouvoir au peuple semble progressiste face à l'esprit de clocher ou à la domination d'aristocratie du sang, puis de l'argent<sup>1</sup>.

## 2. Le parcours socio-intellectuel de Jules Fournier

La question de ce mémoire était donc d'identifier, chez Jules Fournier, le paradigme idéologique dominant en fonction des différentes étapes de sa vie socio-intellectuelle. Ma conclusion est que le paradigme libéral domine dans la pensée de Fournier pendant la vaste majorité de sa vie. Cependant, il s'oppose avec virulence aux projets assimilateurs du nationalisme-impérialiste, une attitude qui ne doit pas être confondue avec le nationalisme au sens fort du terme. Néanmoins, il assimile, à des dosages variables selon les périodes de sa vie, des éléments du paradigme nationaliste

De 1904 à 1909, Fournier propose une vision libérale de la relation entre État et citoyen. Qu'il traite des Franco-Américains ou de l'état de l'Empire britannique, il tend à séparer la vie nationale, affaire privée, de l'État ou de la vie politique, qui concernent tous deux l'ensemble des citoyens, peu importe leur origine culturelle. Dans ses polémiques avec Godfroy Langlois, il n'hésite pas à s'identifier à « l'idée libérale », aux « principes libéraux<sup>2</sup> ». Quoiqu'il déplore que les élites politiques canadiennes-françaises soient peu soucieuses du devenir économique et culturel des leurs, il ne va pas jusqu'à affirmer que les Canadiens français doivent s'appuyer mutuellement et exclusivement dans tous leurs projets. De plus, il ne fait la promotion que des institutions libérales : par exemple, le développement d'une presse de haute qualité et indépendante des partis (libéral, conservateur et même « nationaliste ») lui tient beaucoup à coeur. Il n'a pas une attitude conservatrice et ne défend aucune institution particulière aux Canadiens français qui serait porteuse de leur identité et de leur cohésion nationale.

Néanmoins, il juge que les Canadiens français sont dans une situation de dominés par rapport aux Canadiens anglais et veut renverser cette situation. La meilleure solution lui paraît être une gestion plus efficace du domaine public. Ce faisant, il tisse un lien fort entre les francophones et les ressources naturelles d'un territoire, celui de la Province de

---

<sup>1</sup> Allan Greer, *Habitants et Patriotes. La Rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Cap-Saint-Ignace, Boréal, 1997, p. 127.

Québec. Il se rapproche alors du paradigme nationaliste où l'État gère ses ressources naturelles dans le but d'enrichir *sa* nation. Le statut libéral ou nationaliste de ses écrits sur l'immigration me semble plus délicat à trancher. Quoique l'immigration soit un thème de prédilection de la droite, je maintiens qu'un libéral canadiens-français de 1907 pouvait s'opposer à la politique canadienne d'immigration s'il y voyait une tentative d'assimilation des francophones.

La période qui s'étend de son emprisonnement, à l'été 1909, à sa collaboration à la *Patrie* alors qu'il voyage en France, au printemps 1910, en est une de profonde remise en question. D'un tempérament fougueux, il rage de constater que les Canadiens français ne saisissent pas les dangers qui les menacent. Déçu de l'attitude de ses compatriotes, il fait un brusque virage à droite et remet en cause ses valeurs libérales : capacité d'autonomie morale des Canadiens français et tolérance envers les minorités. Dans ses discussions avec les journalistes d'extrême-droite de *La Libre Parole*, il identifie même l'Église comme institution porteuse de l'identité et de la cohésion nationale canadienne-française. Ce faisant, il met de l'avant les droits collectifs et semble favoriser la continuité historique dans les projets sociaux, les deux fondements du nationalisme.

La dernière période de sa vie, de 1911 à 1917, en est une de réaffirmation de plus en plus marquée du libéralisme. À partir de 1913, il ne reste presque plus de trace du paradigme nationaliste dans sa pensée et son journal, *L'Action*. Un des thèmes dominants pour toute cette période est la critique du conservatisme de l'Église canadienne-française et la remise en question de l'influence et des idées qu'elle diffuse par ses principales institutions culturelles : la presse catholique et les collèges classiques. Son journal s'oppose à ce que Mgr Bruchési mette la main sur la bibliothèque publique de Montréal. Au lieu d'une solidarité exclusivement nationale, Fournier propose plutôt la solidarité des démunis et des minorités culturelles. Pour faire contrepoids à l'antisémitisme de certains journaux, il rapproche les expériences juive et canadienne-française :

Songez [...] à la légion des « petits » Juifs, les petits Juifs de Pologne ou de Russie, qui nous arrivent ici sans le sou, déguenillés, avec des airs de chiens battus, quelques-uns cachant sous leurs pauvres habits les marques du knout, tous montrant dans leurs yeux, avec l'effroi des tourments passés, la crainte des outrages à venir. [...] Et pour mieux vous figurer leur situation, pensez, dans le même instant, à ces autres épaves de la destinée, à ces autres crève-la-faim, qui n'étaient pas des Juifs ceux-là, mais des Canadiens français comme nous, et qui, il n'y a pas si longtemps encore, arrivaient

---

<sup>2</sup> Jules Fournier, « L'homme aux brochures », *Le Nationaliste*, 1 novembre 1908.

chaque jour par centaine dans les villes américaines, comme les Juifs aujourd'hui arrivent à Montréal pour tâcher de s'y refaire une vie sous un ciel nouveau<sup>3</sup>.

De toute évidence influencé par le paradigme socialiste, Fournier oppose aux « démunis du destin » « l'égoïsme féroce des classes bourgeoises » et s'étonne que le socialisme ne progresse pas plus rapidement au Canada<sup>4</sup>.

L'expérience de la Première Guerre mondiale démontre que sa fougue anti-impérialiste ne s'est pas éteinte, bien au contraire. Il ironise sur « le bonheur de continuer à vivre [...] sous la domination éminemment libérale, comme chacun sait, d'Anglo-saxons tels que les sieurs Dawson, Ballantyne, [sic] et le lieutenant-colonel-chanoine Almond lui-même<sup>5</sup> », ce dernier proposant de fusiller ceux qui refusent de s'enrôler, une remarque qui visait plus que probablement les Canadiens français. Nul besoin d'être un nationaliste radical pour réagir fortement à de telles incitations à la violence ethnique. Sa colère l'amène à traiter tous les Anglais de « barbares ». Pourtant, si l'on analyse ses articles qui ne traitent pas de la guerre, et ils sont bien plus nombreux avant et pendant la conflagration, on constate qu'il ne fait jamais preuve d'intolérance envers les Anglais. Cette attitude se vérifie aussi pendant ses campagnes électorales pour un poste de conseiller à la Ville de Montréal.

La tendance franchement libérale sociale que prend Fournier dans sa réflexion se répercute aussi dans le groupe définisseur qui se constitue autour de lui à *L'Action*. Ses collaborateurs s'opposent à l'influence envahissante de l'Église, dénoncent l'intolérance envers les Juifs, proposent des réformes libérales du système d'éducation et certains d'entre eux appuient de tout leur cœur les luttes féministes. De plus, l'ensemble des collaborateurs de *L'Action*, menés en cela par leur directeur, sont de fervents admirateurs de la culture française *contemporaine*. Cet esprit libéral social, francophile et catholique devait constituer une frange non négligeable de l'opinion canadienne-française puisque *L'Action* a pu vivre cinq années avec le seul soutien de ses abonnés et des annonceurs. Si l'on tient compte de la durée de vie moyenne des journaux d'opinion un tant soit peu frondeurs, surtout en cette période où la presse entre de plus en plus dans une logique de média de masse, Fournier était bien justifié d'être fier de « sa feuille de combat ».

<sup>3</sup> Jules Fournier, « Campagne criminelle », *L'Action*, 1<sup>er</sup> novembre 1913.

<sup>4</sup> Jules Fournier, « Pour les gouttes de lait », *L'Action*, 28 octobre 1911.

<sup>5</sup> Jules Fournier, « Un autre barbare », *L'Action*, 2 octobre 1915.

### 3. Une révision du nationalisme et du libéralisme au Canada français entre 1899 et 1917

Le parcours intellectuel libéral de Fournier, la fondation du *Devoir*, puis de *L'Action*, un journal à l'image de son directeur, remettent en cause, selon moi, la compréhension de ce qui est souvent désigné du nom de « mouvement nationaliste<sup>6</sup> » ainsi que des courants libéraux au Canada français.

Sur le plan du « mouvement nationaliste », mon étude conforte l'hypothèse selon laquelle il aurait été composé de deux groupes définisseurs sensiblement différents. Hélène Pelletier-Baillargeon divise les nationalistes en « aile droite » et « aile gauche<sup>7</sup> » — Olivar Asselin et Jules Fournier faisant parti de la dernière — ; Robert Rumilly utilise plutôt les expressions « conservateurs<sup>8</sup> » d'une part et, d'autre part, « libéraux, libres penseurs » ou « radicaux<sup>9</sup> ».

Mais j'irai plus loin en affirmant que c'est l'étiquette même de « mouvement nationaliste » qu'il faut remettre en question. Selon moi, elle cache plus qu'elle ne révèle la vérité. En effet, cette expression implique que le groupe qu'elle désigne est composé uniquement d'individus adhérant à un des courants du paradigme nationaliste. Or, j'arrive à la conclusion que Jules Fournier est d'abord et avant tout un libéral. Ce qui unit Fournier et Bourassa dans un même mouvement, ainsi que les groupes définisseurs dont ils sont respectivement les porte-parole, c'est la lutte au nationalisme impérialiste et non une adhésion commune au paradigme nationaliste. Si ma thèse est valide, il serait beaucoup plus juste de parler du *mouvement anti-impérialiste* plutôt que du « mouvement nationaliste ». En ce sens, l'anti-impérialisme, plus qu'un élément déclencheur d'un mouvement nationaliste<sup>10</sup>, serait le fondement même de la coalition anti-impérialiste qui a tenu le coup, tant bien que mal, de 1899 à 1910. Avec la fondation de *L'Action* en 1911, il me semble évident que la coalition anti-impérialiste est en train de se disloquer sous les forces contradictoires des pôles d'attraction libéral et nationaliste. À partir de novembre 1913, la rupture me semble achevée. Si l'on rejette la thèse d'un mouvement unifié et univoque, il faut par le fait même refuser la conclusion de Levitt voulant que tous les

---

<sup>6</sup> Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. Tome I. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Louiseville, Boréal, 1989, pp. 648-655.

<sup>7</sup> Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps. Le militant*, s.l., Fides, 1996, 238-39, 348, 360

<sup>8</sup> Robert Rumilly, *Henri Bourassa. La vie publique d'un grand Canadien*, Montréal, Les Éditions Chantecler, 1953, pp. 300-301, 302, 309, 442-43.

<sup>9</sup> Robert Rumilly, *Henri Bourassa...* pp. 127, 309, 401, 418.

<sup>10</sup> Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain...* p. 648.

membres du mouvement impérialiste aient en commun une même idéologie de droite tout à la fois corporatiste et utopiste<sup>11</sup>.

Dans le long terme historique, je soutiendrais aussi l'hypothèse que la naissance, puis les dynamiques internes de la coalition anti-impérialiste du début du XX<sup>e</sup> siècle illustrent bien le malentendu fondamental qui réside au sein de la plupart des « mouvements nationalistes » qui ont traversé le Canada français puis le Québec de 1830 à 1999. Les Canadiens français, pendant la plus grande partie de cette période, ont vécu dans une situation de dominés sur le plan tant politique qu'économique. Conséquemment, il m'apparaît probable que, jusqu'au cœur de la Révolution tranquille, des individus fondamentalement libéraux aient dénoncé et lutté contre cet état de fait. Ce faisant, il se sont souvent alliés avec des nationalistes, les uns et les autres dénonçant la même chose. Cependant, s'ils s'entendaient sur les torts à combattre, ils ne s'entendaient nullement sur les objectifs à long terme. Ces contradictions fondamentales auraient donc fait éclater, au bout de quelques années, la plupart de ces mouvements. Le prototype de ces alliances boiteuses entre nationalistes et libéraux serait, si cette perspective est juste, les *Patriotes*. Allan Greer souligne à quelques reprises les orientations idéologiques fondamentalement différentes entre, d'une part, un Papineau conservateur et, d'autre part, les républicains C.-H.-O. Côté et Robert Nelson<sup>12</sup>. Que ces derniers aient intégré des éléments nationalistes dans leur discours ne doit pas nous cacher le fait que, par rapport à leur époque, ils sont des représentants typiques du libéralisme démocrate, républicain et qui cherchent à renverser les structures de l'Ancien régime<sup>13</sup>.

Si Jules Fournier et le groupe définisseur qui gravite autour de lui sont des libéraux, cela demande quelques réajustements sur la conception qu'on se fait de l'état du libéralisme au Canada français au début du XX<sup>e</sup> siècle. Essentiellement, il me semble plus intéressant de ne pas faire de séparation absolue entre les libéraux-nationalistes, tels que Fournier ou Asselin, et les libéraux anticléricaux de Godfroy Langlois. Que ce soit au plan des valeurs qu'ils défendent — autonomie de conscience, tolérance, égalité —, des batailles qu'ils mènent contre les « trusts »; ou de leur amour pour la France contemporaine et la modernité

---

<sup>11</sup> Joseph Levitt, *Henri Bourassa and the Golden Calf; The Social Program of the Nationalists of Quebec*, Ottawa, Édition de l'Université d'Ottawa, 1969, pp. 42, 43, 137-140. Ceci ne réduit en rien l'intérêt de cette très grande étude.

<sup>12</sup> Allan Greer, *Habitants et Patriotes...*, pp. 277, 300.

<sup>13</sup> Allan Greer, *Habitants et Patriotes...* pp. 121 et 127.

culturelle, ils ont trop de points en commun pour que l'on puisse en faire des groupes complètement séparés. Cette affirmation me semble gagner en exactitude après 1911. À toutes fins utiles, il m'apparaît même plus pratique de les regrouper dans un seul grand ensemble de libéraux, pour ensuite faire les distinctions qui s'imposent sur leurs sensibilités réciproques quant au devenir des Canadiens français ou à l'apparition du désir de réformer le libéralisme pour l'adapter aux conditions de la vie du capitalisme industriel et financier. D'ailleurs, je trouve significatif que *Le Pays* et *L'Action* soient quasiment fondés simultanément. Cela ne dénoterait-il pas un regain des idéologies conservatrices (libérale économique, nationaliste et traditionaliste) et une marginalisation des idéologies progressistes?

Ceci ne veut pas dire que les groupes de Fournier-Asselin et Godfroy Langlois aient la même conception du libéralisme, surtout avant 1911. Par rapport à la situation politique française de la même période, par exemple, Fournier et Langlois représentent respectivement des courants différents au sein du libéralisme. Si l'on reprend l'analyse de Georges Lefranc, Godfroy Langlois aurait résolument fait partie de « la gauche démocratique et anticléricale », alors que Fournier correspond plus à « la gauche libérale et parlementaire ». Mais je continue de croire que, dans le contexte québécois des années 1900-1920 où l'ensemble des idéologies de gauche sont en situation de faiblesse par rapport aux idéologies de droite, il est plus utile de regrouper libéraux-nationalistes et libéraux sociaux anticléricaux sous la même étiquette libérale.

La période qui va de 1911 à 1913 n'est peut-être pas seulement celle de la mort de la coalition anti-impérialiste. Ne pourrait-on pas y voir aussi celle de l'émergence et de l'affirmation d'un nouveau groupe définisseur, celui des libéraux sociaux catholiques? Jusqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les libéraux se divisent *grosso modo* entre libéraux économiques, de plus en plus conservateurs, et libéraux politiques anticléricaux. Or Jules Fournier et ses collaborateurs s'affichent fièrement comme catholiques. Ce faisant, ils enlèvent presque toute prise à leurs principaux opposants, les traditionalistes. À long terme, cette approche était bien plus apte à ébranler l'ascendant très fort de l'Église catholique sur la société canadienne-française. En effet, on peut avancer que c'est ce courant libéral qui aura le plus d'influence au Québec et mènera à la Révolution tranquille. Jules Fournier, mort trop jeune, aura été un de ceux qui ont amorcé ce courant libéral. Mais plusieurs prendront la relève dans son entourage, tels Marcel Henry et Édouard Montpetit.

Pour se convaincre de l'influence qu'aura ce libéralisme catholique, on n'a qu'à penser aux rôles cruciaux que joueront Georges-Henri Lévesque, Jean-Paul Desbiens et Claude Ryan au cours des décennies suivantes.